



FACE AU RACISME ET AU FASCISME : RÉSISTANCE POPULAIRE

Gérald Darmanin l'a dit : sa loi immigration est « la plus ferme avec les moyens les plus durs de ces trente dernières années ». Et devant le Sénat il a fixé l'enjeu : il s'agit de savoir dans quelle société nous voulons vivre.

Depuis plusieurs années, l'Etat français, Macron en tête, prend le chemin de la répression des mouvements sociaux, de la destruction des acquis sociaux durement gagnés par la lutte avec la destruction de notre système de retraites, notre sécurité sociale, notre agriculture, notre éducation nationale. Mais il prend également un chemin tout particulier sur la question du racisme, avec un passage d'un certain nombre de lois racistes : d'il y a 20 ans la loi sur le voile au lycée, puis les nombreuses lois immigrations qui se sont enchaînées avec trois dernières lois et mesures discriminant toute une partie de la population sur des motifs racistes : la loi séparatiste, le décret d'interdiction de l'Abaya ou encore la fameuse Loi Darmanin.

NOTRE RÉPONSE EST CLAIRE : NOUS NE VOULONS PAS VIVRE DANS UNE SOCIÉTÉ RACISTE, SÉCURITAIRE ET ANTI-SOCIALE !

Ces mesures ont des conséquences concrètes, nous le voyons bien. Les mineur-es étranger-es sont plus que jamais abandonné-es par l'Aide Sociale à l'Enfance et se retrouvent à la rue, les collectifs de droits au logement sont criminalisés notamment avec la récente Loi Kasbarian, les Centres de Rétention Administrative, véritables prisons pour étrangers continuent de se construire avec une violence et un mépris du droit toujours plus flagrant, les jeunes des quartiers populaires continuent d'être exécutés par la police, les imams sont expulsés, les « musulmans », avec ou sans papiers et français ou étrangers sont montés en boucs émissaires, avec en toile de fond la théorie omniprésente du « Grand Remplacement » nourrissant directement le terrorisme d'extrême droite.

Dans tout cela, les entreprises trouvent leur compte : la main d'œuvre précarisée ne coûte pas cher et la production juridique de sans-papiers n'a jamais été aussi forte. Nous apportons tout notre soutien aux grèves et aux combats légitimes des travailleurs et travailleuses sans-papiers.

La politique coloniale et impérialiste de l'Etat ne décline pas : Mayotte est un champ de bataille pour les policiers français, tout comme pour la répression et le traitement des « territoires d'outre-mers ».

Il est urgent de construire un front antiraciste et anti-impérialiste fort, à l'heure où Macron fait du Le Pen. Car les vrais séparatistes se trouvent à l'Elysée :

- Pour la régularisation de toutes et tous les sans-papiers
- Pour l'abrogation de la loi Darmanin
- Pour la fermeture des Centres de Rétention
- Pour le respect du droit d'asile, l'Aide Médicale d'Etat, un logement, un travail et une vie digne pour tous-tes
- Pour de réels moyens pour l'ASE
- Pour de vrais mesures contre les discriminations racistes dans l'accès au travail et au logement
- Contre les expulsions arbitraires et contre la déchéance de nationalité
- Contre le fascisme et les politiques racistes qui lui pavent la voie
- Contre la politique coloniale et impérialiste de l'Etat français
- Contre les violences policières
- Contre l'Islamophobie d'Etat et le contrôle du corps des femmes au travers des lois contre le voile

Tous et toute ensemble ! STOP AU RACISME D'ÉTAT !